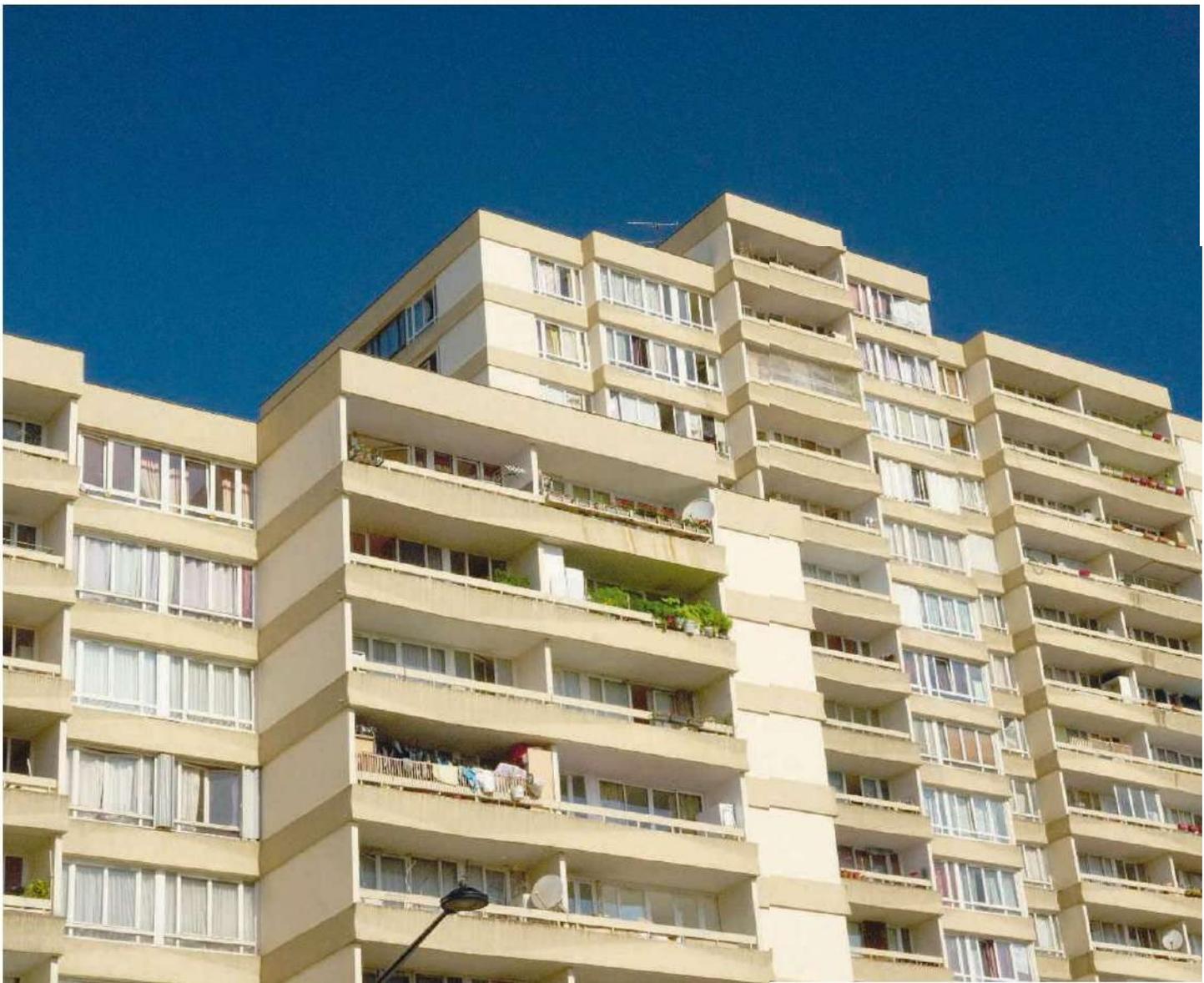


AUBERVILLIERS

Chaleur sur la ville

Nous ne sommes pas tous égaux face au dérèglement climatique. Dans cette commune de Seine-Saint-Denis, où la population est déjà minée par les difficultés sociales, les canicules constituent une épreuve de plus

Par **SÉBASTIEN BILLARD** – Photos **THOMAS FLICHE**



Peu importe le tumulte de la circulation, les effluves des gaz d'échappement et la lumière blafarde des lampadaires. Quand la canicule a frappé la France, mi-juillet, Viviane et son compagnon n'ont pas hésité longtemps. Un soir, au pic de la vague de chaleur, le couple a délaissé son appartement d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) pour se réfugier à 1,5 kilomètre de là, dans les jardins ouvriers de la ville. Tous deux ont passé la nuit sur la petite parcelle qu'ils cultivent d'ordinaire, sur un mince matelas de camping, préférant l'inconfort des lieux à la fournaise de leur immeuble de béton. « *L'écart de température entre mon salon et les jardins était de 10°* », raconte cette chercheuse sans emploi de 37 ans, dont l'immeuble a pourtant été conçu il y a dix ans seulement.

A Aubervilliers, Viviane n'est pas la seule à souffrir en ces temps de canicule. A l'instar de la plupart des grandes agglomérations, cette ville populaire de 90 000 habitants posée au nord-est de Paris se transforme en étuve quand le thermomètre s'affole. La faute au phénomène d'« îlot de chaleur urbain » : les infrastructures très minérales de la ville (immeubles en béton, routes bitumées) absorbent et stockent la chaleur la journée puis, en raison de l'inertie thermique, la restituent la nuit, empêchant le mercure de baisser et les habitants de souffler. Dans cet ancien bastion industriel, le phénomène est plus marqué encore qu'ailleurs, la ville cumulant les handicaps. Ultradense, Aubervilliers présente le ratio d'espaces verts par habitant le plus faible de Seine-Saint-Denis : il y avoisine les trois mètres carrés quand l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en recommande au moins dix. La ville compte également d'innombrables « passoires thermiques », ces logements énergivores aussi inconfortables pour leurs habitants l'hiver que l'été. Cernée par le périphérique, la nationale 2 et deux autoroutes, Aubervilliers subit enfin un trafic automobile démentiel qui accentue le problème.

« PRIS AU PIÈGE »

Ce cocktail explosif, Viviane le subit depuis cinq ans. Mais avec la répétition des canicules, la situation lui est devenue de plus en plus insupportable. Vertiges, vomissement... Dès qu'arrivent les fortes températures, son état de santé se dégrade. Au point d'avoir déjà dû se rendre aux urgences. « *Je vois désormais arriver l'été avec beaucoup d'anxiété* », confie cette mère d'une fille de 3 ans, contrainte de vivre le jour dans le noir complet, tous volets fermés. « *A chaque canicule, on vit un confinement bis. On est comme pris au piège, coincés dans nos logements totalement inadaptés à ces chaleurs.* » La situation est d'autant plus pénible dans ce coin du 93 que la plupart des habitants ne disposent d'aucune échappatoire.



**« JE VOIS
DÉSORMAIS
ARRIVER L'ÉTÉ
AVEC BEAUCOUP
D'ANXIÉTÉ. »**

—
VIVIANE, 37 ANS

« *La cité Vilette. Les infrastructures minérales de la ville créent un « îlot de chaleur urbain ».*

Rencontré au square Stalingrad, rare poumon vert de la ville, Moussa (1) vit entassé avec six membres de sa famille dans un appartement de la cité Lénine, un grand ensemble de presque 300 logements, dans lequel il n'a d'autre choix que de rester tout l'été. A Aubervilliers, 44 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Comme lui, rares sont ceux qui peuvent s'offrir le luxe de fuir l'air irrespirable de la ville en partant en vacances au bord de la mer.

Claire, une retraitée de 67 ans, habite seule, un peu plus loin, au 17^e étage d'une tour HLM qui en compte dix-huit, rue Firmin-Gémier. « *Mon appartement est exposé au soleil l'après-midi. Dès qu'il fait plus de 27°, c'est la catastrophe* », souffle la sexagénaire, dont le quartier, qui abrite une forte proportion de personnes âgées, est identifié comme particulièrement vulnérable au phénomène d'îlot de chaleur (2). En période de canicule, il y fait si chaud, malgré deux ventilateurs, que Claire hésite à accueillir ses petits-enfants. Mi-juillet, quand le mercure a dépassé les 40°, elle est allée se terrer à l'Embarcadère, la salle de spectacle de la ville, où un espace climatisé avait été exceptionnellement ouvert aux seniors. La retraitée fait partie des « privilégiés », la salle étant située à deux pas de chez elle. Pour ceux qu'une longue marche sous le cagnard effraie, les rayons frais des supérettes sont souvent l'unique alternative pour s'offrir de précieuses minutes de répit.

A Aubervilliers comme ailleurs en Seine-Saint-Denis, le spectre de la canicule de 2003 n'est jamais très loin quand les vagues de chaleur frappent. Avec une surmortalité de 160 %, ce territoire dense et pauvre avait alors été le deuxième départe- ➔

“NOUS NOUS HEURTONS AU MANQUE DE RÉSERVES FONCIÈRES.”

KARINE FRANCKET,
MAIRE D'AUBERVILLIERS

➔ ment français le plus touché. Tout sauf un hasard : des études ont démontré depuis que nous ne sommes pas tous égaux face aux fortes températures. Ces épisodes météorologiques extrêmes tuent d'abord les populations précaires urbaines, surexposées à la chaleur en raison de leurs conditions de vie : logements exigus et sans aération, métiers pénibles physiquement... Pendant la canicule de 2003, le fait d'habiter dans un quartier soumis au phénomène d'îlot de chaleur durant plusieurs jours multipliait ainsi le risque de décès par deux (3). Même à Paris, la surmortalité a été bien plus marquée dans les quartiers de l'Est, plus populaires, que ceux de l'Ouest.

FAIBLES “LEVIERS D'ACTION”

La situation sociale d'Aubervilliers, Michaël Evrard la connaît sur le bout des doigts. Cet habitant dirige l'Agence locale de l'Énergie et du Climat (Alec) de Plaine Commune, une structure dont le rôle est de conseiller la population en matière d'économies d'énergie et d'accompagner les propriétaires dans leurs travaux de rénovation thermique. Pour ce fin connaisseur des enjeux écologiques, la surexposition de la ville aux vagues de chaleur est révélatrice du caractère profondément « injuste » du réchauffement climatique. « *Les Albertivillariens, plus pauvres que la moyenne des Français, émettent de faibles quantités de CO₂, mais ils sont ceux que la hausse des températures frappe le plus sévèrement.* » Et l'injustice ne s'arrête pas là. En première ligne, la population d'Aubervilliers est d'autant plus vulnérable qu'elle dispose de faibles « leviers d'action » pour s'armer contre la chaleur et s'adapter. Ici, plus des trois quarts des habitants sont locataires : ils n'ont donc ni le pouvoir ni les moyens de transformer leur propre domicile. Installer un simple volet ou une climatisation pour améliorer son confort sont des actions souvent hors de portée. Quant aux rares propriétaires, leur marge de manœuvre n'est guère plus grande, la plupart étant aussi des ménages modestes.

De la même manière que des régions du monde sont en train de devenir invivables, certaines villes françaises seront-elles bientôt inhabitables ? Pour éviter une future catastrophe, des mesures ont été prises depuis 2003. Conformément au Plan national canicule,

▲ *Des jardins ouvriers anéantis pour des projets à rebours de l'urgence climatique.*



la ville d'Aubervilliers propose aux personnes âgées un service de veille en cas de fortes chaleurs – 600 personnes y sont enregistrées. Cet été, pour permettre aux plus défavorisés de se rafraîchir et enrayer le phénomène de « street pooling » (l'ouverture sauvage de bornes d'incendie), la municipalité a instauré la gratuité de la piscine. En matière d'urbanisme et d'habitat en revanche, tout reste à faire. Des initiatives émergent : l'association Alteralia a par exemple demandé en 2019 à des architectes de transformer le parking d'un foyer de jeunes travailleurs en « forêt urbaine » afin d'apporter de la fraîcheur. Avec de premiers résultats encourageants : le verdissement de la zone a déjà

permis de diminuer la température ressentie de 2,5° C en moyenne, et jusqu'à 6° lors de fortes chaleurs. Elue à la tête de la ville en 2020, Karine Franclet (UDI) promet de rénover progressivement les cours des écoles « pour les transformer en oasis », avec davantage de végétation et moins de béton.

ULTRABÉTONISATION CONTINUE

A court terme cependant, la situation va rester critique. Certes, la superficie d'espaces verts augmente depuis 2015. Le ratio d'espaces verts par habitant, qui était alors de seulement 2 mètres carrés, pourrait atteindre les 3,4 mètres carrés d'ici à 2025 (2). Mais il restera très en dessous des recommandations émises par l'OMS. Pis, dans certains quartiers, le bénéfice sera nul. Là où réside Claire, par exemple, le ratio, inférieur à 1 mètre carré par habitant, ne devrait pas évoluer. « Sur la végétalisation, nous nous heurtons à une difficulté : le manque de réserves foncières », explique Karine Franclet.

Alors qu'il faudrait débitumer et verdir à tout-va pour faire baisser rapidement les températures, « la course à la densification se poursuit », fustige Viviane, qui voit dans le sort réservé aux jardins ouvriers de la ville le signe que l'ère de l'ultrabétonisation est loin d'être révolue. A rebours de l'urgence climatique, la municipalité a pendant des mois défendu la construction d'un solarium sur une partie de ces terres. Après une longue bataille, la justice a validé le projet de piscine, prévu juste à côté des jardins, mais pas celui du centre de bronzage, qui empiétait dessus. Sauf que la décision est tombée trop tard : 4 000 mètres carrés de jardins avaient été déjà anéantis... Alors que l'été s'annonce brûlant, Viviane, engagée dans la lutte pour leur sauvegarde, enrage : « Un arbre, c'est l'équivalent de cinq climatiseurs. Dans une ville comme la nôtre, ce saccage est un gâchis énorme. » ■

(1) Le prénom a été modifié.

(2) « Zones de cumul de nuisances et pollutions à Aubervilliers », Observatoire régional de Santé d'Île-de-France, janvier 2021.

(3) « Rôle des îlots de chaleur urbains dans la mortalité observée pendant les vagues de chaleur. Synthèse des études réalisées par l'Institut de Veille sanitaire sur la vague de chaleur d'août 2003 », INVS.

▼ *Le ratio d'espaces verts par habitant est inférieur aux préconisations de l'OMS.*



DES PISTES POUR S'ADAPTER

Végétaliser l'espace public, rendre les sols plus perméables, repeindre les toitures en blanc, privilégier les matériaux réfléchissants, diminuer le trafic routier... Pour faire baisser la température dans les villes, des solutions sont connues. Mais elles demeurent largement sous-exploitées, même si des municipalités commencent (timidement) à repenser leur urbanisme pour mieux faire face à la répétition des canicules.

A Paris, où des pics à 50 °C ne sont plus à exclure dans les prochaines décennies, Anne Hidalgo a notamment promis la plantation de 170 000 arbres d'ici la fin de son mandat, et lancé plusieurs chantiers, dont la transformation des cours d'école en « oasis ». Alors que la plupart de ces espaces sont asphaltés, et contribuent activement au phénomène d'îlot de chaleur, l'idée est de toutes les rénover en privilégiant désormais les revêtements naturels. Sur les 760 cours d'école que compte la capitale – soit au total 70 hectares de surface –, 75 ont été métamorphosés à ce jour. Autre initiative de la municipalité : l'implantation, le long du périphérique, de « forêts linéaires ». Une première est déjà sortie de terre – elle compte environ 3 000 arbres – et une autre devrait bientôt suivre.

A Lyon et Strasbourg, plusieurs expérimentations sont également menées. L'utilisation d'une peinture antichaleur est ainsi testée sur un trottoir du 7^e arrondissement de la capitale des Gaules. Grâce à son pouvoir réfléchissant, une réduction de 10° de la température est espérée en période de forte chaleur. Quant à la ville alsacienne, sa municipalité écolo s'est fixé l'objectif de la doter de 10 000 arbres de plus à l'horizon 2030 pour mieux absorber les pics de température. Et, pour le troisième été consécutif, des « corridors de fraîcheur » éphémères ont été installés sur quatre places – la mairie dit réfléchir à leur possible pérennisation. Du côté du gouvernement, les lignes commencent à bouger un peu aussi. Mi-juin, la création d'un fonds de 500 millions d'euros destiné à soutenir la « renaturation » des villes a été annoncée. **S. B.**